L'ABEILLE.

PAR BOU[illegible]
No. 6[illegible]

JOURNAL CONTINUER[illegible] PARAIT TOUS LES JOURS POUR PAR[illegible]

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 7 JUILLET 1842.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRESIDENT:
WINFIELD SCOTT.

Jours de publication de l'Abeille :
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

ELECTIONS.

PAROISSE JEFFERSON.

La Chénière Caminada et Barataria acceptée.

Johnson 253—Mouton 182—White 315—Dugué 192—Labarre 161—Les retours de la Chénière Caminada et Barataria augmenteront probablement de, 40 voix, la majorité de Johnson et aussi celle de Dugué. Les deux candidats à la chambre sont whigs.

PAROISSE ST. BERNARD.

Nous n'avons pas les retours officiels de cette paroisse, mais nous avons appris qu'Henry Johnson avait obtenu 78 voix, et A. Mouton 69. M. Bienvenu, le candidat whig pour la législature, a été élu par 67 voix.

La Cour Suprême a renversé le jugement de la Cour Criminelle, dans l'affaire de W. H. Williams, qui avait introduit dans la Louisiane des esclaves, reconnus coupables de divers crimes dans d'autres Etats.

Le jugement conserve à l'Etat le droit de procéder à la confiscation des esclaves introduits en violation de la loi et au recouvrement de l'amende encourue pour ce délit.

LES ELECTIONS.

Quel que soit d'ailleurs le résultat des élections à la campagne (et tout nous fait espérer que les Whigs emporteront l'Etat par une majorité satisfaisante) le vote de la ville a atteint, dépassé même l'espérance de nos amis. Le 4, dans la matinée, on avait quelques craintes sur le succès du ticket tout entier : beaucoup de démocrates pariaient pour trois au moins de leurs candidats. Les triomphes éclatans remportés par les locofoco dans la Pennsylvanie, le Maine, le Maryland et le New-York l'hiver dernier, et les défaites éprouvées au printemps par les Whigs dans le Connecticut et la Virginie, avaient si bien découragé nos amis qu'ils étaient sur le point d'abandonner aussi la ville. L'élection de M. Canon au maire d'août et celle de M. Preur au mois d'avril donnaient quelque fondement aux appréhensions, qui s'augmentaient encore de la vigoureuse activité sans égale et du zèle ardent déployés par les locofocos, durant les préparatifs de la lutte. Leur succès dans l'élection du maire, la suspension et la triste situation des banques, la détresse même qui pèse sur nous, semblaient leur donner des chances qu'ils exploitaient avec une rare habileté : ils cherchaient à rejeter sur nous jleurs propres fautes, ils embrouillaient les questions; ils ne négligeaient aucun moyen pour affaiblir nos forces, pour anéantir notre confiance et notre bonne harmonie. Heureusement ils n'ont pas réussi; malgré tous ces efforts, les Whigs de la ville (et, nous l'espérons aussi, les Whigs de la Louisiane) ont triomphé, et les funestes, présages qui menaçaient la cause whig depuis l'avènement de M. Tyler au siége présidentiel, se sont dissipés. Nous avons le droit d'être fiers de notre ouvrage; car nous vegons de faire un appel qui sera entendu dans tout le pays et qui l'empêchera de s'abandonner au découragement et à l'apathie.

LES CREOLES DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Nous espérions, manquer à la justice si nous laissions passer la glorieuse victoire du 4 juillet, sans rendre un patriotisme, à la fermeté et au zèle des Créoles l'hommage qu'ils méritent. En vain a-t-on essayé tous les argumens pour leur faire oublier leurs principes; en vain a-t-on employé tous les moyens pour éveiller leur égoïsme, leur sentiment de sectionalité mettre en jeu leurs antipathies ou leurs prédilections; ils ont su résister à toutes les attaques, à toutes les séductions. Honneur à eux! L'anniversaire de notre indépendance nationale semblait avoir allumé en eux un sentiment supérieur à toutes les petites passions et à tous les artifices des politiques : ils ont marché dans leur force, et ils ont remporté une victoire digne des plus beaux jours de notre république.

BILL DE REPARTITION.—La message du président, annonçant la signature du bill de répartition, a été remis à la Chambre le 27 juin dernier. Ce message déclare que le bill a été déposé dans les bureaux du secrétaire d'Etat, avec une exposition des motifs qui avaient engagé le président à le signer. Cette méthode tout-à-fait nouvelle de procéder a produit dans la Chambre une grande sensation. M. Adams a présenté quelques observations pleines de vehémence et de vigueur : il a affirme que la conduite du président était inconstitutionnelle et l'a censurée avec une extrême sévérité. L'orateur a fini en demandant le renvoi de ce message à un comité spécial, qui aurait le pouvoir de faire citer au besoin les personnes et produire les pièces. M. Wise a essayé de défendre le Président et la Chambre s'est ajournée avant d'avoir pris une décision sur la motion de M. Adams.

LE CABINET.—D'après la correspondance du *Southern Patriot* de Charleston, les bruits de dissolution du cabinet prennent de la consistance; et l'on prétend dans qu'il se reformera de la manière suivante: Andrew Donelson, secrétaire d'Etat; H. A. Washington, garde du trésor; B. Curry, secrétaire de la guerre; Caleb Cushing, secrétaire de la marine; B. F. Butler, avocat général.

Le roman de Paris.—Ce roman qui a fait condamner son auteur à deux ans de prison et dix mille francs d'amende, se trouve chez Alfred Moret, libraire rue Royale.

CONGRES.—Les deux chambres du Congrès n'ont pas siégé le 27 juin; et le 28, dans une forte courte séance, elles ne se sont occupées que des honneurs à rendre à l'ex-président du Sénat, M. SOUTHARD. Dans la Chambre des Représentans, M. Maxwell du *New Jersey* a tracé une rapide esquisse de la vie si pleine et cependant si courte du défunt; puis les Représentans, précédés de leur Orateur et de leurs officiers, se sont rendus dans la salle du sénat où ils trouvaient déjà les Sénateurs, le Président, les Etats Unis, les Secrétaires des différens départemens, les membres du corps diplomatique, le commandant et quelques officiers de l'armée ainsi qu'un bon nombre d'étrangers de distinction. Le Révérend M. FOSTON a prononcé l'oraison funèbre de M. SOUTHARD. L'assemblée s'est ensuite mise en marche pour accompagner le corps jusqu'au cimetière destiné aux membres du Congrès.

RHODE ISLAND.—Le 30 juin la législature de cet Etat qui était en session à *New-Port*, s'est ajournée jour d'assembler de nouveau à Providence, où sans doute elle trouvera plus de sureté. Avant l'ajournement elle a passé un acte autorisant le gouverneur à placer sous le régime de la loi martiale tout ou partie de l'Etat, suivant la nécessité des circonstances. Elle a également adopté un "acte pour convoquer une convention" qui sera chargée de la rédaction d'une nouvelle constitution. L'élection des délégués à cette convention aura lieu le dernier mardi d'août et la convention s'assemblera à New Port le second lundi de septembre. La constitution, rédigée par cette convention, sera soumise à l'acceptation du peuple.

Cette prompte et libérale initiative prise par l'assemblée générale n'a produit aucun effet sensible sur les partisans de Dorr, réunis à Chepachet, bien qu'un article de l'*Express*, organe du parti des suffragistes, semble indiquer quelque disposition à entrer en arrangement plutôt que d'en venir aux hostilités. Malheureusement l'*Express* dans cette occasion ne publie sans doute que l'opinion d'un petit nombre d'hommes amis de l'ordre. Les suffragistes qui sont à Chepachet ne sont pas animés du même esprit. "La question constitutionnelle et sans nul doute celle qui les préoccupe le moins. "Ces individus, dit un journal, se moquent par pal du suffrage ; ce qu'ils veulent, c'est le désordre, ce qu'ils veulent, c'est le pillage. Nous n'exagérons pas : c'est un ramas de misérables dont pas un seul, qui s'inquiétera fort peu des institutions de l'Etat qu'ils ne connaissent même pas, mais qui désirent ardemment une guerre civile dont ils comptent profiter."

Le nombre des insurgés à Chepachet augmente chaque jour : "Nous sommes maintenant, dit un correspondant, tout à fait à la merci des Gobs et des Kandaiens. Ils sont, à l'heure qu'il est, pourvus moins cinq ou six cents bons armés ; et ils paraissent avoir des munitions en abondance. Ils possèdent dit-on, canons. Ils sont campés sur une colline autour de laquelle ils élèvent des retranchemens, et ils braquent leur artillerie de manière à commander la grande route de Providence." On assurait que Dorr était arrivé à Chepachet dans la nuit du 28 juin, et l'on croyait à Providence qu'une tentative aurait lieu contre cette ville dans la journée du 29. Aussi faisait-on de toutes parts des préparatifs de défense.

"A l'exception de certaines parties de comté de Providence, dit le *journal* de cette ville, le peuple met le plus grand empressement à maintenir le gouvernement de son propre choix. Nous voici au moment décisif de la crise, et les citoyens qui se rallient autour des autorités constitutionnelles ne se séparèrent plus avant que la question soit décidée."

Voici l'ordre passé par l'Assemblée générale pour la proclamation de la loi martiale :

"Il est décrété ce qui suit par l'assemblée générale :

"L'Etat de Rhode Island et des Plantations de Providence est déclaré sous la loi martiale, et cette loi sera en plein effet jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par l'Assemblée générale ou qu'elle soit par quelque autre proclamation de Son Excellence le Gouverneur de l'Etat."

—Plusieurs hommes éminens dans le parti suffragiste, D. J. Beaven, R. Carr, D. Brown, C. C. Shaw, Rowland Hall, B. Cheney, ont publié une déclaration dans laquelle ils repoussent toute solidarité dans les [illegible]

[illegible] journaux. Il est ici ce soir, 5 [illegible] prouve que les [illegible] St. Joseph ont été bouleversés dans leurs fondemens. Nous avons [illegible] dans nos rues. Nous ferons [illegible] pour sauver [illegible] la flotte d'après [illegible]

—On [illegible], et Compagnie de New-York :

"La ligne New-York, Liverpool, Londres, établie par le général Jackson et le Columbus, a été [illegible] de la Chambre [illegible] où il en, [illegible] gée. Si la majorité [illegible] Washington et des [illegible] l'encouragent et des [illegible] par l'administration [illegible] Adams, par l'administration [illegible] qui a été [illegible] demandé à [illegible] par l'administration [illegible] Jackson, par l'administration [illegible] Van Buren, par l'administration [illegible] Harrison, par l'administration [illegible] Tyler, par l'administration [illegible] de M. Polk, par l'administration [illegible] de M. Taylor, par l'administration [illegible] de M. Fillmore, par l'administration [illegible] de M. Pierce, par l'administration [illegible] de M. Buchanan, par l'administration [illegible] de M. Lincoln, par l'administration [illegible] de M. Johnson, par l'administration [illegible] de M. Grant, par l'administration [illegible] de M. Hayes, par l'administration [illegible] de M. Garfield, par l'administration [illegible] de M. Arthur, par l'administration [illegible] de M. Cleveland, par l'administration [illegible] de M. Harrison